



**SOCIETE
GENERALE**

Société anonyme au capital de 1 066 714 367,50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

PREMIER AMENDEMENT

AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

2019

Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 août 2019
sous le numéro D.19-0738.



L'amendement au document d'enregistrement universel a été déposé le 8 novembre 2019 sous le numéro D-19-0738-A01 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

SOMMAIRE

1. CHIFFRES CLÉS ET PRÉSENTATION DE SOCIETE GENERALE	3
2. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE	4
3. FACTEURS DE RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES	28
4. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	34
5. TABLES DE CONCORDANCE	36

1. CHIFFRES CLÉS ET PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

1.1 Les métiers du Groupe

Actualisation de la page 23 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

La fermeture de l'activité de matières premières de gré à gré (OTC) ayant été initiée au cours du deuxième trimestre 2019, les activités de Taux, Crédit, Changes et Matières premières sont renommées en activités de Taux, Crédit et Changes.

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE

2.1 Communiqué de presse du 6 novembre 2019 : résultats au 30 septembre 2019

Actualisation des pages 28 à 45 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

FORTE PROGRESSION DU RATIO DE CAPITAL (CET1 À 12,5%),

- CET1 en hausse de 46 points de base à 12,5% par rapport au 30 juin 2019, soit près de 250 points de base au-dessus des exigences réglementaires (*Maximum Distributable Amount*). Le ratio Tier 1 s'établit à 15,2%
- Génération organique de capital de 28 points de base sur les neuf premiers mois de l'année incluant une provision pour dividende de 1,65 euro par action (correspondant à 75% de 2,20 euros par action)
- Cible de réduction de 10 milliards d'euros des encours pondérés par le risque dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs atteinte
- Finalisation des cessions de Société Générale Serbie, Société Générale Monténégro et de Mobiasbanca Société Générale pour un impact de +10 pb ce trimestre, portant à +38 pb l'impact cumulé des cessions finalisées
- Ratio de levier en hausse à 4,4%
- Actif net tangible en hausse de 7,9% par rapport au 30 septembre 2018 (actif net tangible par action : +1,9%)

AVANCEMENT SATISFAISANT DE L'ADAPTATION DES MÉTIERS ET DU BUSINESS MODEL, RENTABILITÉ RÉSILIENTE (ROTE⁽¹⁾ DE 8,1% SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE)

- Bonne rentabilité des activités de Banque de détail en France et de Banque de détail et Services Financiers Internationaux, dans la cible des objectifs 2020
- Exécution du plan de restructuration des activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs conforme aux objectifs : revenus des financements structurés en hausse, baisse des revenus des activités de marché intégrant les effets des fermetures d'activité
- Nouvelle baisse des frais de gestion sous-jacents du Groupe : -1,3%⁽¹⁾ au T3-19/T3-18, -1,2%⁽¹⁾ sur 9M-19 /9M-18, avec en particulier une très bonne performance dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (-3,1%⁽²⁾ sur 9M-19 /9M-18)
- Coût du risque contenu à 24 points de base sur 9M-19 (26 points de base au T3-19)
- Résultat net part du Groupe sous-jacent à 855 M EUR au T3-19 et 3 183 M EUR sur 9M-19

AFFIRMATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE COMME BANQUE LEADER DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Banque #1 au niveau mondial sur l'Environnement et #6 sur l'ensemble des critères RSE (classement RobecoSAM 2019)
- Nouvel objectif de contribution au financement de la transition énergétique de 120 milliards d'euros entre 2019 et 2023

Frédéric Oudéa, Directeur Général du Groupe, a commenté :

« Nous réalisons à nouveau ce trimestre des résultats très en ligne avec nos objectifs et priorités. En ce qui concerne le capital, le ratio CET1 progresse à nouveau fortement à 12,5%. Les activités de banque de détail et de services financiers affichent des performances commerciales et financières solides. La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs délivre, quant à elle, un résultat net résilient dans un environnement peu favorable, sans bénéficier encore des effets positifs de la restructuration menée à un rythme soutenu et en avance sur ses objectifs 2020. Le coût du risque reste bas pour l'ensemble des métiers, reflétant la qualité du portefeuille de crédit. Enfin la Société Générale confirme son rôle d'acteur engagé et responsable et de banque leader au niveau international en matière de financement de la transition énergétique. Au total le Groupe, fort de l'engagement de ses équipes, est confiant sur sa capacité à délivrer, dans un environnement en Europe toujours plus contraignant. »

Le renvoi * dans ce document correspond à des données à périmètre et taux de change constants.

(1) Données sous-jacentes. Cf note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes.

(2) Frais de gestion retraités des coûts de restructuration et des coûts d'intégration des activités EMC

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M EUR	T3-19	T3-18	Variation		9M-19	9M-18	Variation	
Produit net bancaire	5 983	6 530	-8,4%	-7,7%*	18 458	19 278	-4,3%	-4,0%*
Frais de gestion	(4 165)	(4 341)	-4,1%	-3,3%*	(13 224)	(13 473)	-1,8%	-1,4%*
<i>Frais de gestion sous-jacent(1)</i>	<i>(4 317)</i>	<i>(4 374)</i>	<i>-1,3%</i>	<i>-0,5%*</i>	<i>(12 816)</i>	<i>(12 968)</i>	<i>-1,2%</i>	<i>-0,7%*</i>
Résultat brut d'exploitation	1 818	2 189	-16,9%	-16,5%*	5 234	5 805	-9,8%	-10,0%*
<i>Résultat brut d'exploitation sous-jacent(1)</i>	<i>1 666</i>	<i>2 156</i>	<i>-22,7%</i>	<i>-22,4%*</i>	<i>5 642</i>	<i>6 310</i>	<i>-10,6%</i>	<i>-10,8%*</i>
Coût net du risque	(329)	(264)	+24,6%	+26,1%*	(907)	(642)	+41,3%	+44,6%*
<i>Coût net du risque sous-jacent (1)</i>	<i>(329)</i>	<i>(264)</i>	<i>+24,6%</i>	<i>+26,1%*</i>	<i>(889)</i>	<i>(642)</i>	<i>+38,5%</i>	<i>+41,6%*</i>
Résultat d'exploitation	1 489	1 925	-22,6%	-22,3%*	4 327	5 163	-16,2%	-16,6%*
<i>Résultat d'exploitation sous-jacent(1)</i>	<i>1 337</i>	<i>1 892</i>	<i>-29,3%</i>	<i>-29,1%*</i>	<i>4 753</i>	<i>5 668</i>	<i>-16,1%</i>	<i>-16,5%</i>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(71)	2	n/s	n/s	(202)	(39)	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(389)	(464)	-16,2%	-15,1%*	(1 034)	(1 229)	-15,9%	-16,6%*
Résultat net part du Groupe	854	1 309	-34,8%	-34,8%*	2 594	3 436	-24,5%	-24,8%*
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent(1)</i>	<i>855</i>	<i>1 327</i>	<i>-35,6%</i>	<i>-35,6%*</i>	<i>3 183</i>	<i>3 917</i>	<i>-18,7%</i>	<i>-18,9%*</i>
ROE	5,3%	9,3%			5,5%	8,1%		
ROTE	6,1%	10,9%			6,7%	9,6%		
ROTE sous-jacent (1)	6,1%	11,0%			8,1%	11,0%		

(1) Ajusté des éléments exceptionnels et de la linéarisation d'IFRIC 21

A compter du 1er janvier 2019, en application de l'amendement à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », l'économie d'impôt liée au versement des coupons sur les titres subordonnés et super subordonnés à durée indéterminée, précédemment enregistrée dans les réserves consolidées, est désormais comptabilisée en résultat sur la ligne « Impôts sur les bénéfices » ; les données comparatives 2018 ont été retraitées.

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 5 novembre 2019, sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du troisième trimestre et neuf mois 2019 du Groupe Société Générale.

Les différents retraitements permettant le passage des données sous-jacentes aux données publiées sont présentés dans les notes méthodologiques (§9.5).

Produit net bancaire : 5 983 M EUR (-8,4% /T3-18), 18 458 M EUR (-4,3%/9M-18)

En retraitant de la réévaluation des titres Euroclear intervenue au T3-18 pour 271 M EUR, le produit net bancaire du Groupe est en recul de -4,4% (-3,7%*) par rapport au T3-18 et en baisse de -2,9% (-2,6%*) par rapport à 9M-18. Au niveau des métiers, les revenus sont en baisse de -2,9%* par rapport à T3-18 (-1,3%*/9M-18). La progression des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et la stabilité des revenus dans la Banque de Détail en France sont plus que compensées par la baisse des revenus dans les activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs, dans un contexte de restructuration des activités et d'environnement de marché adverse pour les Activités de Marché et la Banque d'Investissement.

Frais de gestion : -4 165 M EUR (-4,1% /T3-18), -13 224 M EUR (-1,8 %/9M-18)

Les frais de gestion sous-jacents sont en baisse de -1,3% sur le trimestre et de -1,2% sur neuf mois, reflétant la stricte maîtrise des coûts sur l'ensemble des métiers. Plus de 55% du programme de réduction de coûts de 1,1 milliard d'euros à horizon 2020 a été réalisé. Sur le trimestre, dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs, les frais de gestion sont en baisse dans un contexte de restructuration. Dans la Banque de détail en France, les frais de gestion sont en légère hausse. Dans la Banque de détail et Services Financiers Internationaux, ils accompagnent la croissance de l'activité avec un effet ciseau positif.

Coût du risque : -329 M EUR (26 pb), -907 M EUR (24 pb)

Au T3-19, le coût du risque commercial du Groupe reste bas et s'établit à 26 points de base (22 points de base au T3-18 et 25 points de base au T2-19). Sur 9M-19, le coût du risque est de 24 points de base ; il était de 18 points de base sur 9M-18. Le Groupe anticipe un coût du risque compris entre 25 et 30 points de base en 2019.

Le taux brut d'encours douteux s'élève à 3,4% au 30 septembre 2019 (stable par rapport à 30 juin 2019). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe s'établit à 55%¹ au 30 septembre 2019 (stable par rapport au 30 juin 2019).

Gains ou pertes nets sur autres actifs : -71 M EUR au T3-19, -202 M EUR sur 9M-19

Le poste « gains et pertes nets sur autres actifs » s'élève à -71 millions d'euros au T3-19 dont -113 millions d'euros correspondent à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recentrage du Groupe.

Résultat net part du Groupe : 854 M EUR (-34,8% /T3-18), 2 594 M EUR (-24,5% /9M-18)

En M EUR	T3-19	T3-18	9M-19	9M-18
Résultat net part du Groupe comptable	854	1 309	2 594	3 436
Résultat net part du Groupe sous-jacent ²	855	1 327	3 183	3 917

En %	T3-19	T3-18	9M-19	9M-18
ROTE (données brutes)	6,1%	10,9%	6,7%	9,6%
ROTE sous-jacent ²	6,1%	11,0%	8,1%	11,0%

Le bénéfice net par action s'élève à 2,49 euros sur 9M-19 (3,62 euros au 9M-18). La provision pour dividende sur 9M-19 s'élève à 1,65 euros/action.

¹ Ratio entre le montant des provisions sur les encours douteux et le montant de ces mêmes encours

² ajusté des éléments exceptionnels et de l'effet de la linéarisation d'IFRIC 21.

2. STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE

Au 30 septembre 2019, les **capitaux propres** part du Groupe s'élevaient à 63,7 milliards d'euros (61,0 milliards d'euros au 31 décembre 2018), l'actif net par action est de 63,6 euros et l'actif net tangible par action est de 55,5 euros (en hausse de 1,9% par rapport au 30 septembre 2018).

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 411 milliards d'euros au 30 septembre 2019 (1 309 milliards d'euros au 31 décembre 2018). Le montant net des encours de crédits à la clientèle, y compris la location financement, au 30 septembre 2019 est de 425 milliards d'euros (421 milliards d'euros au 31 décembre 2018) – hors valeurs et titres reçus en pension. Parallèlement les dépôts de la clientèle atteignent 407 milliards d'euros, contre 399 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (hors valeurs et titres donnés en pension).

A fin septembre 2019, la maison mère a émis 32,7 milliards d'euros de dette à moyen et long terme, avec une maturité moyenne de 4,5 ans et un spread moyen de 49 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 1,7 milliard d'euros. Au total, au 30 septembre 2019, le Groupe a émis 34,4 milliards d'euros de dette à moyen et long terme. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au-dessus des exigences réglementaires à 136% à fin septembre 2019, contre 129% à fin décembre 2018. Parallèlement, le NSFR (Net Stable Funding Ratio) s'inscrit à un niveau supérieur à 100% à fin septembre 2019. A fin septembre 2019, le Groupe a réalisé l'intégralité de son programme de financement long-terme prévu pour l'année 2019.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA) s'élevaient à 353,5 milliards d'euros au 30 septembre 2019 (contre 376,0 milliards d'euros à fin décembre 2018) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 81,6% du total, à 288,5 milliards d'euros, en baisse de 4,7% par rapport au 31 décembre 2018.

Au 30 septembre 2019, le ratio **Common Equity Tier 1** non phasé du Groupe s'établit à 12,5%⁽¹⁾ en hausse de 46 points de base par rapport au 30 juin 2019. Cette progression inclut notamment la réduction des encours pondérés des risques des Activités de Marché pour +10 points de base, l'effet d'opérations de titrisation pour un impact cumulé de +15 points de base, la finalisation des cessions de Société Générale Serbie, Société Générale Monténégro et de Mobiasbanca Société Générale pour un impact de 10 points de base. Le ratio Tier 1 s'élève à 15,2% à fin septembre 2019 (13,7% à fin décembre 2018) et le ratio global de solvabilité s'établit à 18,5% (16,7% à fin décembre 2018).

Avec un niveau de 27,0% des RWA et 7,7% de l'exposition levier à fin septembre 2019, le Groupe présente un ratio TLAC supérieur aux exigences du FSB pour 2019. Au 30 septembre 2019, le Groupe est aussi au-dessus de ses exigences MREL qui sont de 8% du TLOF⁽²⁾ (ce qui représentait à fin décembre 2016 un niveau de 24,4% des RWA), lesquels ont servi de référence au calibrage du CRU.

Le **ratio de levier** atteint 4,4% au 30 septembre 2019, en progression de 11 points de base par rapport à fin décembre 2018 et 7 points de base par rapport au 30 juin 2019.

Le Groupe est noté par cinq agences de notation : (i) DBRS - notation long terme (dette senior préférée) « A (high) », perspectives positives, notation court-terme « R-1 (middle) » ; (ii) FitchRatings - notation long terme « A », perspectives stables, notation dette senior préférée « A+ », notation court-terme « F1 » ; (iii) Moody's - notation long terme (dette senior préférée) « A1 », perspectives stables, notation court-terme « P-1 » ; (iv) R&I - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives stables ; et (v) S&P Global Ratings - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives positives, notation court-terme « A-1 ».

(1) Proforma des cessions annoncées (+9 points de base) et de l'intégration d'EMC (-5 points de base), le ratio CET1 s'élève à 12,5%

(2) TLOF : Total Liabilities and Own Funds

3. BANQUE DE DÉTAIL EN FRANCE

En M EUR	T3-19	T3-18	Variation	9M-19	9M-18	Variation
Produit net bancaire	1 879	1 949	-3,6%	5 789	5 948	-2,7%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	1 945	1 942	+0,2%	5 894	5 913	-0,3%
Frais de gestion	(1 375)	(1 358)	+1,3%	(4 209)	(4 199)	+0,2%
Résultat brut d'exploitation	504	591	-14,7%	1 580	1 749	-9,7%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	570	584	-2,3%	1 685	1 714	-1,7%
Coût net du risque	(95)	(119)	-20,2%	(318)	(346)	-8,1%
Résultat d'exploitation	409	472	-13,3%	1 262	1 403	-10,0%
Résultat net part du Groupe	311	320	-2,8%	901	955	-5,7%
RONE	11,0%	11,4%		10,6%	11,3%	
RONE s/jacent (1)	12,0%	10,6%		11,7%	11,3%	

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21, de la provision PEL/CEL

La Banque de détail en France affiche ce trimestre une performance solide dans un contexte de taux bas et de transformation des réseaux avec un RONE sous-jacent à 12,0% au T3-19.

Les trois enseignes de la Banque de détail en France (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama) affichent une bonne dynamique commerciale sur le trimestre et renforcent leur fonds de commerce.

Boursorama consolide sa position de leader de la banque en ligne en France, avec plus de 2 millions de clients à fin septembre 2019.

La Banque de détail en France développe son activité auprès de la clientèle patrimoniale et de banque privée avec une hausse du nombre de clients de 3% par rapport au T3-18. La collecte nette de la banque privée demeure soutenue à 1,1 milliard d'euros au T3-19, portant les actifs sous gestion à 68 milliards d'euros (y compris Crédit du Nord) à fin septembre 2019.

La dynamique commerciale reste solide sur la clientèle Sociétés, avec un nombre de clients en hausse de 1% par rapport au T3-18.

La bancassurance reste dynamique : l'assurance-vie a bénéficié d'une collecte nette de 395 millions d'euros (+9% par rapport au T3-18) et affiche des encours en progression de 1,7% par rapport au T3-18 à 95 milliards d'euros, avec une part d'unités de compte s'élevant à 25% des encours.

Les encours moyens de crédits progressent de +5,7% par rapport au T3-18 (à 198 milliards d'euros) : en particulier, les encours de crédit aux particuliers sont en hausse de 5,3% à 117 milliards d'euros et les encours de crédits moyen terme aux entreprises progressent de 6,9% par rapport au T3-18 à 70 milliards d'euros.

Les encours moyens de dépôts au bilan sont en hausse de +4,4% par rapport au T3-18 (à 210 milliards d'euros), toujours portés par les dépôts à vue (+8,7% par rapport au T3-18, y compris dépôts en devises).

Le ratio crédits sur dépôts moyens ressort ainsi à 94,3% au T3-19 (en hausse de 1,2 point par rapport au T3-18).

L'adaptation du dispositif se poursuit au sein du Groupe en parallèle de la transformation digitale. Le Groupe a fermé 23 agences Société Générale au T3-19, et compte désormais 1821 agences déployées sur le territoire. Société Générale continue à déployer son dispositif spécifique pour les entreprises et pour les professionnels et dispose à fin septembre 2019 de 16 centres d'affaires régionaux, 110 espaces pro en agences et 10 espaces pro dédiés.

Produit net bancaire hors PEL/CEL : 1 945 M EUR (+0.2% /T3-18), 5 894 M EUR (-0,3%/9M-18)

Sur le trimestre, la marge nette d'intérêt hors PEL/CEL, bien que toujours pénalisée par l'environnement de taux bas, s'améliore avec une hausse de 2,9% par rapport au T3-18, soutenue par une production

dynamique et des marges en amélioration. Les commissions (incluant les revenus de l'assurance) sont en baisse de 4,2% par rapport au T3-18 notamment impactées par les engagements de l'industrie bancaire pour les populations fragiles.

Sur 9 mois, la marge nette d'intérêt hors PEL/CEL est en hausse de 0,4% et les commissions (incluant les revenus de l'assurance) sont en retrait de -2,3% par rapport à 9M-18.

Le Groupe confirme qu'il s'attend à une évolution en 2019 des revenus après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL comprise entre 0% et -1% par rapport à 2018.

Frais de gestion : -1 375 M EUR (+1,3% /T3-18), -4 209 M EUR (+0,2%/9M-18)

Sur le trimestre, les frais de gestion sont en hausse de 1,3% par rapport au T3-18, reflétant notamment les investissements dans la transformation. **Sur 9 mois**, les frais de gestion sont stables (+0,2% par rapport à 9M-18).

Sur 9 mois, le coefficient d'exploitation s'établit à 71,0% (hors PEL/CEL et après linéarisation de la charge d'IFRIC 21).

Sur l'année 2019, le Groupe anticipe une hausse des frais de gestion comprise entre 1% et 2% par rapport à 2018.

Coût du risque : -95 M EUR (-20,2% /T3-18), -318 M EUR (-8,1%/9M-18)

Sur le trimestre, le coût du risque commercial reste bas et s'établit à 19 points de base (27 points de base au T2-19 et 25 points de base au T3-18), reflétant la qualité du portefeuille.

Sur 9 mois, le coût du risque est de 22 points de base ; il était de 25 points de base sur les neuf premiers mois de 2018.

Résultat net part du Groupe : 311 M EUR (-2,8% /T3-18), 901 M EUR (-5,7%/9M-18)

La rentabilité (après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 et retraitée de la provision PEL/CEL) ressort à un niveau solide de 12,0% au T3-19 (versus 10,6% au T3-18) et de 11,7% sur 9M-19 (versus 11,3% sur 9M-18)

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

En M EUR	T3-19	T3-18	Variation		9M-19	9M-18	Variation	
Produit net bancaire	2 096	2 092	+0,2%	+3,7%*	6 296	6 156	+2,3%	+5,4%*
Frais de gestion	(1 091)	(1 100)	-0,8%	+3,0%*	(3 440)	(3 381)	+1,7%	+5,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 005	992	+1,3%	+4,5%*	2 856	2 775	+2,9%	+5,3%*
Coût net du risque	(169)	(124)	+36,3%	+38,8%*	(430)	(290)	+48,3%	+56,3%*
Résultat d'exploitation	836	868	-3,7%	-0,5%*	2 426	2 485	-2,4%	-0,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	2	-50,0%	-35,7%	2	6	-66,7%	-60,9%*
Résultat net part du Groupe	513	532	-3,6%	+0,2%*	1 492	1 502	-0,7%	+1,7%*
RONE	18,7%	18,9%			17,8%	17,6%		
RONE s/jacent (1)	18,1%	18,2%			18,2%	17,9%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21 et de la provision pour restructuration de 29 millions d'euros.

Dans la Banque de détail à l'International, les encours de crédits s'établissent à 89,5 milliards d'euros ; ils progressent de +6,4%* par rapport au T3-18 à périmètre et change constants, -2,2% à périmètre et change courants, compte tenu des cessions finalisées au cours des 9 premiers mois de 2019 (SG Albanie, Express Bank en Bulgarie, Societe Generale Monténégro, Eurobank en Pologne, Societe Generale Serbia et Mobiasbanca en Moldavie). Les encours de dépôts sont en hausse de +6,8%* (-1,6% à périmètre et change courants) par rapport au T3-18, à 80,8 milliards d'euros avec une bonne dynamique dans toutes les régions.

Sur le périmètre Europe, les encours de crédits sont en hausse de +6,0%* par rapport au T3-18 à 56,6 milliards d'euros (-8,7% à périmètre et change courants), portés par une très bonne dynamique en Europe de l'Ouest (+11,0%, +11,0%*) et des croissances solides en Roumanie (+3,7%*, -2,4%) et en Républiques Tchèque (+3,0%*, +2,6%). Les encours des dépôts sont en hausse de +4,8%* (-10,1% à périmètre et change courants), notamment en République Tchèque (+6,1%*, +5,8%).

En Russie, l'activité commerciale est soutenue dans un marché bancaire porteur. A fin Septembre 2019, les encours de crédits progressent ainsi de +7,6%* à change constant (+15,4% à change courant) et les encours de dépôts affichent une hausse de +18,3%* (+26,5% à change courant).

En Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer, l'activité est globalement bien orientée notamment en Afrique subsaharienne. Les encours de crédits progressent de +6,9%* (soit +9,4%) par rapport au T3-18 avec une bonne dynamique commerciale aussi bien sur le segment des particuliers que celui des entreprises. Les encours de dépôts progressent de +5,7%* (+8,4%).

Dans l'activité Assurances, l'activité d'assurance vie-épargne bénéficie d'une augmentation des encours de +4,6%* par rapport au T3-18. La part d'unités de compte dans les encours à fin septembre 2019 est de 28%, en hausse de 0,8 pt par rapport au T3-18. Les activités Prévoyance et Assurances Dommages affichent une croissance soutenue, avec une hausse des primes respectivement de +8,8%* et +8,4%* par rapport au T3-18.

Les Services Financiers aux Entreprises affichent un bon dynamisme commercial au T3-19. Le métier de location longue durée et gestion de flottes de véhicules présente une hausse de son parc de +6,7% par rapport à fin T3-18 pour atteindre 1,7 millions de véhicules à fin septembre 2019, principalement par croissance organique. Les activités de Financement de biens d'équipement professionnels enregistrent au T3-19 une augmentation des encours de +3,8%* par rapport au T3-18, à 18,3 milliards d'euros (hors affectage), tirés par une bonne production dont la marge s'améliore.

Produit net bancaire : 2 096 M EUR, +3,7%* (+0,2%) /T3-18, 6 296 M EUR, +5,4%* (+2,3%) /9M-18)

Au T3-19, le produit net bancaire s'élève à 2 096 millions d'euros, en hausse de +3,7%*(+0,2%) par rapport au T3-18. Sur 9M-19, les revenus s'élèvent à 6 296 millions d'euros, +5,4%* (+2,3%) par rapport aux 9M-18.

Dans la Banque de détail à l'International, le produit net bancaire s'élève à 1 401 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +4,8%* (-1,2%) par rapport au T3-18, porté par une très bonne dynamique en Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer (+10,0%*, +12,4%) et des croissances solides en Europe (+2,1%*, -10,4%) et sur l'ensemble SG Russie ⁽¹⁾ (+3,2%*, +9,7%).

Cette tendance se confirme sur neuf mois, le produit net bancaire s'élève à 4 200 millions d'euros, en hausse de +6,6%* excluant l'effet périmètre et l'effet change (+1,7%) par rapport au 9M-18.

L'activité Assurances affiche une bonne performance financière sur le trimestre avec une hausse du produit net bancaire de +4,6%, à 227 millions d'euros au T3-19 (+4,4%*). Sur neuf mois, le produit net bancaire est en hausse de +3,6% (+3,6%*) à 687 millions d'euros.

Dans les **Services Financiers aux Entreprises**, sur le trimestre, le produit net bancaire est en hausse de +2,4% (+0,4%*), par rapport au T3-18, à 468 millions d'euros. Sur 9 mois, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises ressort à 1 409 millions d'euros, en hausse de +3,5% (+2,8%*) par rapport aux 9M-18.

Frais de gestion : -1 091 M EUR, +3,0%* (-0,8%) /T3-18, -3 440 M EUR, +5,4%* (+1,7%) /9M-18)

Les frais de gestion sont en hausse de +3,0%* (-0,8%) sur le trimestre. Ils augmentent de +5,4%*(+1,7%) sur 9 mois, incluant la provision pour restructuration liée à la simplification de la structure du siège de 29 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation s'établit à 52,1% au T3-19 et à 54,6% sur 9 mois. Retraité de la provision, les frais de gestion affichent une hausse contenue de +4,5%*, générant un effet ciseau positif.

Dans la Banque de détail à l'International, la hausse contenue des frais de gestion +2,5%* (-3,3%) par rapport au T3-18 et de 4,4%* (-0,8%) par rapport au 9M 18 permet d'afficher un effet ciseau positif.

Dans l'activité **Assurances**, les frais de gestion accompagnent les ambitions de développement commercial et affichent une croissance de +9,1% (+8,8%*) par rapport au T3-18 à 84 millions d'euros et de +5,9% (+5,8%*) par rapport au 9M-18.

Dans les **Services Financiers aux Entreprises**, les frais de gestion affichent une hausse de +4,3% (+2,6%*) par rapport au T3-18 et de +5,0% (+4,4%*) par rapport au 9M-18.

Coût du risque : -169M EUR, +38,8%* (+36,3%) /T3-18, -430 M EUR, +56,3%* (+48,3%) /9M-18)

Sur le trimestre, le coût du risque commercial reste bas à 49 points de base (37 points de base au T3-18 et 38 points de base au T2-19), notamment en lien avec une normalisation du coût du risque en République Tchèque et une légère dégradation en Afrique. En Roumanie, le coût du risque qui intègre ce trimestre des indemnités d'assurance, est en reprise nette de 14 millions d'euros.

Sur 9 mois, le coût du risque est de 42 points de base ; il était de 29 points de base au 9M 18.

Résultat net part du Groupe : 513 M EUR, +0,2%* (-3,6%) /T3-18, 1 492 M EUR, +1,7%* (-0,7%) /9M-18)

La rentabilité sous-jacente ressort à un niveau élevé de 18,1% au T3-19, par rapport à 18,2% au T3-18, et de 18,2% sur 9 mois, par rapport à 17,9% au 9M-18.

¹⁾ SG Russia regroupe les entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T3-19	T3-18	Variation		9M-19	9M-18	Variation	
Produit net bancaire	2 013	2 178	-7,6%	-8,5%*	6 518	6 805	-4,2%	-5,9%*
Frais de gestion	(1 638)	(1 710)	-4,2%	-4,7%*	(5 579)	(5 462)	+2,1%	+1,1%*
Résultat brut d'exploitation	375	468	-19,9%	-21,9%*	939	1 343	-30,1%	-33,2%*
Coût net du risque	(65)	(15)	x 4,3	x 4,6	(140)	5	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	310	453	-31,6%	-33,5%*	799	1 348	-40,7%	-43,4%*
Résultat net part du Groupe	253	345	-26,7%	-28,7%*	667	1 018	-34,5%	-37,4%*
RONE	6,9%	8,7%			5,7%	8,9%		
RONE s/jacent (1)	5,1%	6,9%			7,7%	9,5%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21 et de la charge de restructuration de 227 millions d'euros

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs poursuit avec succès l'exécution de son plan d'adaptation du dispositif.

L'objectif de réduction de 10 milliards d'euros des encours pondérés par les risques (RWA) d'ici 2020 (dont 8 milliards sur les Activités de Marchés), a été atteint dès ce 3^{ème} trimestre. Au total, les RWA des activités de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs ont baissé de 20 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année.

Le plan de départs volontaires a été lancé en France le 1^{er} juillet et les réductions d'effectifs en dehors de la France avaient déjà été initiées dès le deuxième trimestre. A fin septembre, 55% des réductions d'effectif annoncées ont été réalisées au niveau mondial. Les autres initiatives de réduction de coûts ont également été initiées et sont en bonne voie.

L'intégration de Equity Markets & Commodities (EMC) s'est également poursuivie ce trimestre.

Le résultat net du pôle est en baisse ce trimestre dans un contexte de marché difficile sur les Activités de Marché et de banque d'investissement, et à la suite de l'arrêt de l'activité de matières premières OTC et de la filiale de trading pour compte propre.

Il reste solide dans les activités de financements structurés et de transaction banking.

Produit net bancaire : 2 013 M EUR (-7,6% /T3-18), 6 518 M EUR (-4,2% /9M-18)

Ajusté des effets de la restructuration (activités en cours de fermeture ou de réduction) et de la cession de la banque privée en Belgique, le produit net bancaire est en baisse **de -3,2% par rapport au T3-18 et de -2,0% par rapport au 9M-18.**

Dans les Activités de Marché et Services aux Investisseurs, les revenus sont en recul de -9,2% par rapport au T3-18, à 1 191 millions d'euros. Sur 9 mois, les revenus s'établissent à 3 910 millions d'euros, en baisse de -8,3% par rapport aux 9M-18.

Ce trimestre est impacté par le plein effet de l'attrition des revenus à la suite de la réduction et de l'arrêt de certaines activités de marché. Retraités de ces éléments, les revenus du trimestre sont en baisse de -3,8% par rapport au T3-18, et de -6,6% par rapport aux 9M-18.

Les revenus des activités Taux, Crédit et Changes affichent un produit net bancaire de 520 millions d'euros sur le T3-19, en hausse de +1,0% par rapport au T3-18. Les activités de taux et de crédit et les activités de financement enregistrent un bon résultat sur le trimestre, compensant l'impact sur les revenus de la restructuration des Activités de Marché.

Les activités Actions et Prime Services sont en recul de -20,1% par rapport au T3-18, à 505 millions d'euros, dans un contexte de volumes plus faibles et de conditions de marché adverses, particulièrement en Août.

Les actifs en conservation du Métier Titres atteignent 4 247 milliards d'euros à fin septembre 2019, en hausse de 89 milliards (+2,1%) par rapport à fin juin 2019. Sur la même période, les actifs administrés sont en légère hausse à 632 milliards d'euros. Au T3-19, les revenus sont en légère hausse (+0,6%) par rapport au T3-18 à 166 millions d'euros.

Dans les activités de Financement et Conseil, les revenus s'établissent à 604 millions d'euros au troisième trimestre 2019, en recul de -4,4% par rapport au troisième trimestre 2018. Ajustés des mesures de réduction des RWA, ils sont en baisse de -1,9%.

Sur les neuf premiers mois de 2019, ils s'inscrivent en hausse de +5,3% par rapport au neuf mois 2018 et de +8,5% retraités.

Les métiers de financements structurés et le métier de transaction banking affichent des revenus en progression de +6,8% par rapport au T3-18. Les métiers de financement d'actifs et de financements structurés continuent à bénéficier d'une activité commerciale dynamique, marquée par des opérations significatives. La croissance des résultats du métier de transaction banking est le reflet du succès de la mise en œuvre de cette initiative de croissance.

L'activité de banque d'investissement présente des revenus plus bas par rapport au T3-18, durant lequel elle avait bénéficié de plusieurs transactions importantes. Les revenus de la banque commerciale sont également en baisse, impactés par les actions mises en place dans le but de réduire les RWA.

Dans la Gestion d'Actifs et Banque Privée, le produit net bancaire s'inscrit à 218 millions d'euros au T3-19, en baisse de -6,8% par rapport au T3-18 et de -3,0% ajusté de la vente de la Banque Privée en Belgique.

Sur le neuf mois 2019, le produit net bancaire s'élève à 704 millions d'euros, en baisse de -4,1% par rapport aux neuf mois 2018, et en légère baisse de -1,0% lorsqu'il est ajusté de la cession de la Banque Privée en Belgique.

A fin septembre 2019, les actifs sous gestion de la Banque Privée s'inscrivent en hausse de +3,3% par rapport à juin 2019, à 117 milliards d'euros. Le produit net bancaire du T3-19 est en baisse de -10,3% par rapport au T3-18, à 165 millions d'euros. La collecte a continué d'être soutenue en France et les revenus de l'activité sont impactés par la vente de la Belgique.

Les actifs sous gestion de Lyxor atteignent 138 milliards d'euros à fin septembre 2019, en progression de +2,5% par rapport à juin 2019. Sur le T3-19, les revenus s'élèvent à 48 millions d'euros, en hausse de +6,7% par rapport au T3-18.

Frais de gestion : -1 638 M EUR (-4,2% /T3-18), -5 579 M EUR (+2,1% /9M-18)

Sur le trimestre, les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affichent une baisse de -4,2% par rapport au T3-18, reflétant les premières économies de coûts visibles et résultant de l'adaptation du dispositif et des départs enregistrés sur le trimestre.

Sur neuf mois, ils s'inscrivent en hausse de +2,1% par rapport au 9M-18 et incluent des coûts de restructuration et des coûts d'intégration des activités EMC.

Retraités de ces éléments, les frais de gestion sont en baisse de -3,1% par rapport au 9M-18.

Coût net du risque : -65 M EUR (-15 M au T3-18), -140 M EUR (en reprise au 9M-18)

Le coût net du risque reste faible : 16 points de base sur le trimestre et 11 points de base sur 9 mois.

Résultat net part du Groupe : 253 M EUR (-26,7% /T3-18), 667 M EUR (-34,5% /9M-18)

Retraité de l'IFRIC 21 et de la provision pour restructuration, le RONE du pilier s'établit à 7,7% sur le 9M-19 (par rapport à 9,5% au 9M-18).

6. HORS PÔLES

En M EUR	T3-19	T3-18	9M-19	9M-18
Produit net bancaire	(5)	311	(145)	369
Frais de gestion	(61)	(173)	4	(431)
Résultat brut d'exploitation	(66)	138	(141)	(62)
Coût net du risque	0	(6)	(19)	(11)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(115)	1	(249)	(31)
Résultat net part du Groupe	(223)	112	(466)	(39)

Chiffres T3-18 et 9M-18 retraités de l'application de l'amendement à IAS 12. Voir annexe 1.

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à -5 millions d'euros au T3-19 contre +311 millions d'euros au T3-18 (qui incluait la réévaluation des titres Euroclear pour +271 millions d'euros) et à -145 millions d'euros sur 9M-19 contre +369 millions d'euros sur 9M-18.

Les frais de gestion s'élèvent à -61 millions d'euros au T3-19 contre -173 millions d'euros au T3-18 (qui incluait une dotation à la provision pour litiges de -136 millions d'euros) et à +4 millions d'euros sur 9M-19 contre -431 millions d'euros sur 9M-18.

Le poste « gains ou pertes nets sur autres actifs » s'élève à -115 millions d'euros et inclut, au titre de l'application d'IFRS 5 dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recentrage du Groupe, une charge de -113 millions d'euros au titre principalement de la finalisation des cessions ce trimestre de Société Générale Serbie, de Mobiasbanca Société Générale en Moldavie et de Société Générale Monténégro.

Le résultat net part du Groupe du Hors-Pôles s'élève à -223 millions d'euros au T3-19 contre +112 millions d'euros au T3-18 et à -466 millions d'euros sur 9M-19 contre -39 millions d'euros sur 9M-18.

7. CALENDRIER FINANCIER 2019/2020

Calendrier de communication financière 2019-2020

6 février 2020	Résultats du quatrième trimestre 2019 et de l'année 2019
6 mai 2020	Résultats du premier trimestre 2020
3 août 2020	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2020
5 novembre 2020	Résultats du troisième trimestre 2020 et des neuf premiers mois de 2020

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, coût du risque (commercial) en points de base, ROE, ROTE, RONE, Actif net, Actif net tangible, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données publiées aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels.

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

8. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE APRÈS IMPÔT PAR MÉTIER

En M EUR	T3-19	T3-18	Variation	9M-19	9M-18	Variation
Banque de détail en France	311	320	-2,8%	901	955	-5,7%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	513	532	-3,6%	1 492	1 502	-0,7%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	253	345	-26,7%	667	1 018	-34,5%
Total Métier	1 077	1 197	-10,0%	3 060	3 475	-11,9%
Hors Pôles	(223)	112	n/s	(466)	(39)	n/s
Groupe	854	1 309	-34,8%	2 594	3 436	-24,5%

TABLEAU DE PASSAGE DES DONNÉES PUBLIÉES AUX DONNÉES RETRAITÉES DE L'APPLICATION DE L'AMENDEMENT À IAS 12

	Impôts sur les bénéfices			Résultat net part du Groupe		
	Publié	Impact IAS 12	Ajusté	Publié	Impact IAS 12	Ajusté
2017	(1 708)	198	(1 510)	2 806	198	3 004
T1-18	(370)	53	(317)	850	53	903
T2-18	(516)	68	(448)	1 156	68	1 224
T3-18	(539)	75	(464)	1 234	75	1 309
9M-18	(1 425)	196	(1 229)	3 240	196	3 436
T4-18	(136)	61	(75)	624	61	685
2018	(1 561)	257	(1 304)	3 864	257	4 121
T1-19	(310)	55	(255)	631	55	686

BILAN CONSOLIDÉ

(ACTIF - Chiffres en Millions d'Euros)	30.09.2019	31.12.2018
Caisse et banques centrales	94 942	96 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	434 042	365 550
Instruments dérivés de couverture	22 141	11 899
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	53 484	50 026
Titres au coût amorti	12 193	12 026
Prêts et créances sur les établissements de crédit assimilés, au coût amorti	63 512	60 588
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	445 011	447 229
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	617	338
Placements des activités d'assurance	161 408	146 768
Actifs d'impôts	5 396	5 819
Autres actifs	78 282	67 446
Actifs non courants destinés à être cédés	5 175	13 502
Participations dans les entreprises mises en équivalence	259	249
Immobilisations corporelles et incorporelles(1)	29 979	26 751
Ecarts d'acquisition	4 692	4 652
Total	1 411 133	1 309 428

(1) A compter du 1er janvier 2019, en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a comptabilisé un actif représentatif des droits d'utilisation des biens loués dans la rubrique « Immobilisations corporelles et incorporelles »

(PASSIF - Chiffres en Millions d'Euros)	30.09.2019	31.12.2018
Banques centrales	5 831	5 721
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	415 385	363 083
Instruments dérivés de couverture	11 921	5 993
Dettes représentées par un titre	129 944	116 339
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	99 372	94 706
Dettes envers la clientèle	415 051	416 818
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	10 040	5 257
Passifs d'impôts(1)	1 402	1 157
Autres Passifs(2)	89 962	76 629
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	4 089	10 454
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	140 026	129 543
Provisions	4 569	4 605
Dettes subordonnées	14 924	13 314
Total dettes	1 342 516	1 243 619
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres part du Groupe		
Capital et réserves liées	31 109	29 856
Réserves consolidées*	29 820	28 085
Résultat de l'exercice*	2 594	4 121
Sous-total	63 523	62 062
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	192	(1 036)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	63 715	61 026
Participations ne donnant pas le contrôle	4 902	4 783
Total capitaux propres	68 617	65 809
Total	1 411 133	1 309 428

* Montants retraités à la suite de la première application de l'amendement à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

(1) Depuis le 1er janvier 2019, les provisions fiscales relatives à l'impôt sur les bénéfices sont présentées dans la rubrique « Passifs d'impôts » à la suite de l'entrée en vigueur d'IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

(2) A compter du 1er janvier 2019, en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a comptabilisé dans la rubrique « Autres passifs » une dette locative représentative de l'obligation de paiement des loyers.

9. NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1 - Les éléments financiers présentés au titre du troisième trimestre et neuf mois 2019 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 5 novembre 2019 et ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces éléments n'ont pas été audités.

2 - Produit net bancaire

Le produit net bancaire des piliers est défini en page 40 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3 - Frais de gestion

Les Frais de gestion correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans la note 8.1 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2018 (pages 416 et s. du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges générales d'exploitation.

Le Coefficient d'exploitation est défini en page 40 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale.

4 - Ajustement IFRIC 21

L'ajustement IFRIC 21 corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

5 - Eléments exceptionnels – Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Le Groupe peut être conduit à présenter des indicateurs sous-jacents afin de faciliter la compréhension de sa performance réelle. Le passage des données publiées aux données sous-jacentes est obtenu en retraitant des données publiées les éléments exceptionnels et l'ajustement IFRIC 21.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les **dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL**. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

La réconciliation permettant de passer des données comptables publiées aux données sous-jacentes est exposée dans le tableau ci-dessous :

T3-19 (en M EUR)	Frais de gestion	Coût net du risque	Gains ou pertes sur autres actifs	Résultat net part du Groupe	Métier
Publié	(4 165)	(329)	(71)	854	
(+) Linéarisation IFRIC 21	(152)			(110)	
(-) Plan de recentrage*			(113)	(111)	Hors-pôles
Sous-jacent	(4 317)	(329)	42	855	

T3-18 (en M EUR)	Frais de gestion	Coût net du risque	Gains ou pertes sur autres actifs	Résultat net part du Groupe	Métier
Publié	(4 341)	(264)	2	1 309	
(+) Linéarisation IFRIC 21	(169)			(118)	
(-) Provision pour litiges*	(136)			(136)	Hors-pôles
Sous-jacent	(4 374)	(264)	2	1 327	

9M-19 (en M EUR)	Frais de gestion	Coût net du risque	Gains ou pertes sur autres actifs	Résultat net part du Groupe	Métier
Publié	(13 224)	(907)	(202)	2 594	
(+) Linéarisation IFRIC 21	152			110	
(-) Provision pour restructuration*	(256)			(192)	GBIS (-227 M EUR) / IBFS (-29 M EUR)
(-) Plan de recentrage*		(18)	(249)	(287)	Hors-pôles
Sous-jacent	(12 816)	(889)	47	3 183	

9M-18 (en M EUR)	Frais de gestion	Coût net du risque	Gains ou pertes sur autres actifs	Résultat net part du Groupe	Métier
Publié	(13 473)	(642)	(39)	3 436	
(+) Linéarisation IFRIC 21	169			118	
(-) Provision pour litiges*	(336)			(336)	Hors-pôles
(-) Plan de recentrage*			(27)	(27)	Hors-pôles
Sous-jacent	(12 968)	(642)	(12)	3 917	

* élément exceptionnel

6 - Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

Le coût net du risque ou coût net du risque commercial est défini en pages 42 et 562 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T3-19	T3-18	9M-19	9M-18
Réseaux de Banque de Détail en France	Coût Net du Risque	95	118	318	346
	Encours bruts de crédits	195 305	186 639	193 208	186 031
	Coût du risque en pb	19	25	22	25
Banque de Détail et Services Financiers Internationaux	Coût Net du Risque	169	124	430	290
	Encours bruts de crédits	138 493	135 671	135 996	133 350
	Coût du risque en pb	49	37	42	29
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût Net du Risque	65	16	140	(5)
	Encours bruts de crédits	160 906	156 723	163 310	151 240
	Coût du risque en pb	16	4	11	0
Gestion propre	Coût Net du Risque	0	6	19	11
	Encours bruts de crédits	9 944	8 100	9 299	7 266
	Coût du risque en pb	2	29	27	20
Groupe Société Générale	Coût Net du Risque	329	264	907	642
	Encours bruts de crédits	504 647	487 133	501 813	477 887
	Coût du risque en pb	26	22	24	18

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 - ROE, ROTE, RONE

La notion de ROE (Return on Equity) et de ROTE (Return on Tangible Equity) ainsi que la méthodologie de calcul sont précisées en page 42 et 43 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres et des fonds propres tangibles de Société Générale.

Le RONE (Return on Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 43 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale.

Le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9). Pour le ROTE, le résultat est également retraité des dépréciations des écarts d'acquisition.

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE et du ROTE de la période sont détaillées dans le tableau ci-après :

Détermination du ROTE : méthodologie de calcul

Fin de période	T3-19	T3-18	9M-19	9M-18
Capitaux propres part du Groupe	63 715	60 149	63 715	60 149
Titres super subordonnés (TSS)	(9 739)	(9 249)	(9 739)	(9 249)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(290)	(276)	(290)	(276)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(16)	(169)	(16)	(169)
Gains/Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(741)	(300)	(741)	(300)
Provision pour dividende	(1 402)	(1 451)	(1 402)	(1 451)
Fonds propres ROE fin de période	51 527	48 704	51 527	48 704
Fonds propres ROE moyens	51 243	48 327	50 309	47 845
Ecarts d'acquisition moyens	(4 562)	(5 033)	(4 600)	(5 044)
Immobilisations incorporelles moyennes	(2 259)	(2 091)	(2 215)	(2 028)
Fonds propres ROTE moyens	44 422	41 203	43 494	40 773
Résultat net part du Groupe (a)	854	1 309	2 594	3 436
Résultat net Part du Groupe sous-jacent (b)	855	1 327	3 183	3 917
Intérêts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission (c)	(180)	(190)	(537)	(534)
Annulation des dépréciations d'écarts d'acquisitions (d)	7		115	22
Résultat net Part du Groupe corrigé (e)=(a)+(c)+(d)	681	1 119	2 172	2 924
Résultat net Part du Groupe sous-jacent corrigé (f)=(b)+(c)	675	1 137	2 646	3 383
Fonds propres ROTE moyens (g)	44 422	41 203	43 494	40 773
ROTE [trimestre: (4*e/g), 9 mois: (4/3*e/g)]	6,1%	10,9%	6,7%	9,6%
Fonds propre ROTE moyens (sous-jacent) (h)	44 422	41 212	43 693	41 013
ROTE sous-jacent [trimestre: (4*f/h), 9 mois: (4/3*f/h)]	6,1%	11,0%	8,1%	11,0%

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

en M EUR	T3-19	T3-18	Variation	9M-19	9M-18	Variation
Banque de détail en France	11 321	11 192	+1,2%	11 294	11 229	+0,6%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	10 946	11 287	-3,0%	11 196	11 411	-1,9%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	14 739	15 933	-7,5%	15 622	15 238	+2,5%
Total Métier	37 006	38 412	-3,7%	38 112	37 878	+0,6%
Hors Pôles	14 237	9 916	+43,6%	12 197	9 967	+22,4%
Groupe	51 243	48 327	+6,0%	50 309	47 845	+5,1%

8 - Actif net et Actif net tangible

L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 45 du Document d'enregistrement universel 2019 du Groupe. Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après :

Fin de période	9M-19	S1-19	2018	9M-18
Capitaux propres part du Groupe	63 715	62 492	61 026	60 149
Titres Super Subordonnés (TSS)	(9 739)	(9 861)	(9 330)	(9 249)
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(290)	(280)	(278)	(276)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(16)	(39)	(14)	(169)
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités du trading	348	431	423	387
Actif Net Comptable	54 018	52 743	51 827	50 842
Ecarts d'acquisition	(4 577)	(4 548)	(4 860)	(5 033)
Immobilisations incorporelles	(2 292)	(2 226)	(2 224)	(2 130)
Actif Net Tangible	47 149	45 969	44 743	43 679
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA**	849 665	844 026	801 942	801 942
Actif Net par Action	63,6	62,5	64,6	63,4
Actif Net Tangible par Action	55,5	54,5	55,8	54,5

** Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2019, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.
Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

9 - Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 44 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE. Ainsi que précisé en page 44 du Document d'enregistrement universel 2019 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques et exceptionnels présentés en note méthodologique n°5 (BNPA sous-jacent).

Le calcul du Bénéfice Net par Action est décrit dans le tableau suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	9M-19	S1-19	2018	9M-18
Actions existantes	829 235	821 189	807 918	807 918
Déductions				
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	4 087	4 214	5 335	5 231
Autres actions d'auto-détention et d'auto-contrôle	187	249	842	996
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA**	824 961	816 726	801 741	801 691
Résultat net part du Groupe	2 594	1 740	4 121	3 436
Intérêts sur TSS et TSDI	(537)	(357)	(719)	(534)
Plus-values nettes d'impôt sur rachats partiels				
Résultat net part du Groupe corrigé	2 057	1 383	3 402	2 902
BNPA (en EUR)	2,49	1,69	4,24	3,62
BNPA sous-jacent* (en EUR)	3,24	2,42	5,00	4,22

(*) Hors éléments exceptionnels et y compris linéarisation de l'effet d'IFRIC 21.

(**) Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires au 30 septembre 2019, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.

10 - Fonds propres Common Equity Tier 1 du Groupe Société Générale

Ils sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les ratios de solvabilité non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

(2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

Société Générale

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié et intégré, le Groupe allie solidité financière, dynamique d'innovation et stratégie de croissance durable afin d'être le partenaire de confiance de ses clients, engagé dans les transformations positives des sociétés et des économies.

Acteur de l'économie réelle depuis plus de 150 ans avec un ancrage solide en Europe et connecté au reste du monde, Société Générale emploie plus de 149 000 collaborateurs dans 67 pays et accompagne au quotidien 31 millions de clients particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels à travers le monde, en offrant une large palette de conseils et de solutions financières sur mesure qui s'appuie sur trois pôles métiers complémentaires :

- **la Banque de détail en France avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama** qui offrent des gammes complètes de services financiers avec un dispositif omnicanal à la pointe de l'innovation digitale ;
- **la Banque de détail à l'international, l'assurance et les services financiers** aux entreprises, avec des réseaux présents en Afrique, Russie, Europe centrale et de l'est, et des métiers spécialisés leaders dans leurs marchés ;
- **la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs**, avec ses expertises reconnues, positions internationales clés et solutions intégrées

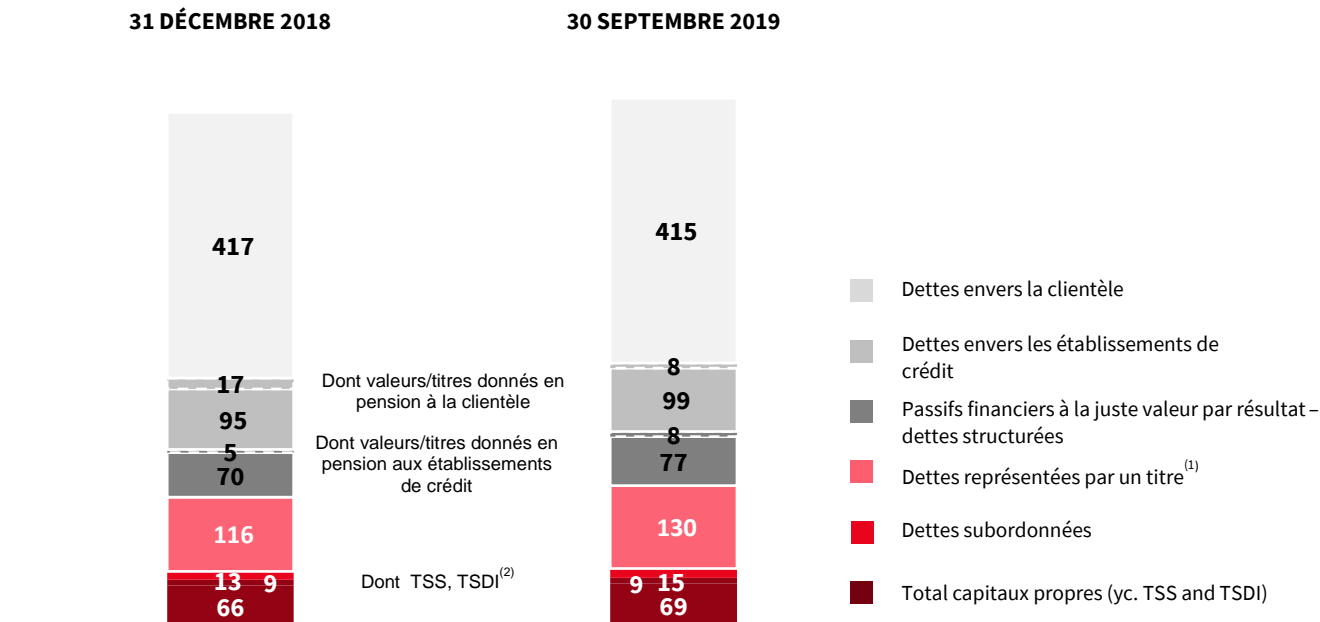
Société Générale figure dans les principaux indices de développement durable : DJSI (World and Europe), FTSE4Good (Global et Europe), Euronext Vigeo (Monde, Europe et Eurozone), 4 des indices STOXX ESG Leaders, MSCI Low Carbon Leaders Index.

Pour plus d'information, vous pouvez suivre le compte twitter [@societegenerale](https://twitter.com/societegenerale) ou visiter le site www.societegenerale.com

2.2 Politique financière

Situation d'endettement du Groupe - actualisation des pages 56 à 58 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

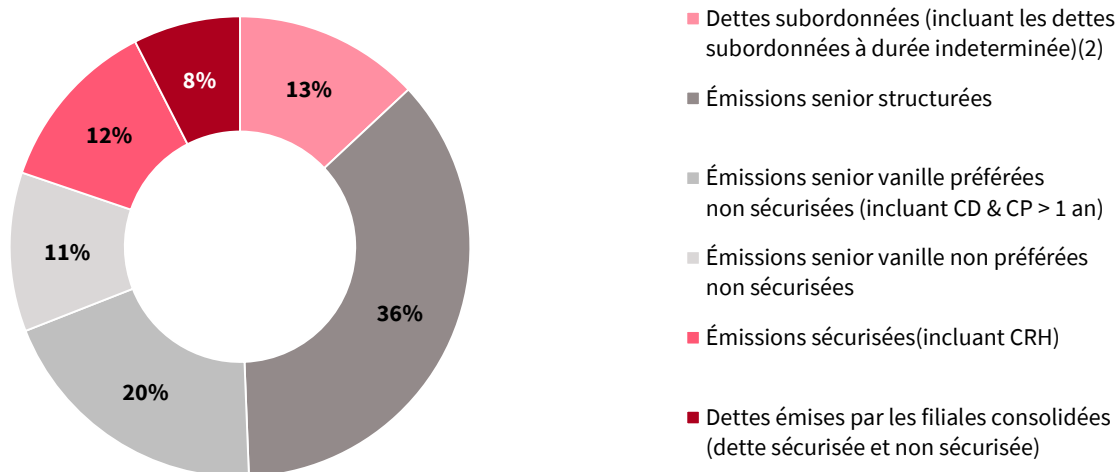
STRUCTURE DE FINANCEMENT DU GROUPE



(1) Dont : SGSCF : 3,4 Md EUR, SGSFH : 13,8 Md EUR, CRH : 5,3 Md EUR, titrisations et autres émissions sécurisées : 2 Md EUR, conduits : 10,3 Md EUR à fin septembre 2019 (respectivement à fin décembre 2018 : SGSCF : 5,7 Md EUR, SGSFH : 13,3 Md EUR, CRH : 5,9 Md EUR, titrisations : 3,1 Md EUR, conduits : 10,6 Md EUR).

(2) Titres Super Subordonnés, Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus

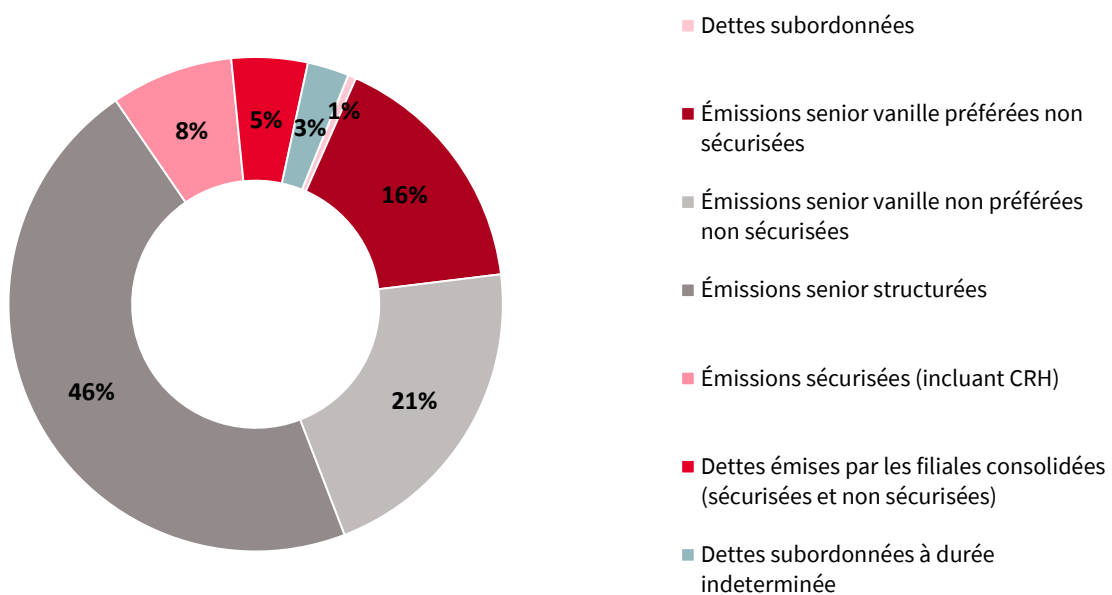
ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LES MARCHES DE CAPITAUX AU 30.09.2019⁽¹⁾ : 183,8 Md EUR



(1) L'encours de titres court terme émis par le Groupe s'élevait à 49,1 Md EUR au 30.09.2019 dont 10,3 Md EUR au titre des conduits.

(2) Dont 10 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité.

REALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT A FIN SEPTEMBRE 2019 : 34,4 Md EUR



2.3 Acquisitions en cours et contrats importants

Financement des principaux investissements en cours

Les investissements en cours seront financés par les modes de financement habituels et récurrents du Groupe.

Acquisitions en cours

Le 18 juillet, le Groupe a annoncé l'entrée en négociation exclusive avec My Money Bank en vue de l'acquisition de Socalfi, filiale de My Money Bank en Nouvelle-Calédonie.

Cessions en cours

Le 18 janvier 2019, le Groupe a annoncé la signature d'un accord pour la cession à Absa des activités de conservation, de banque dépositaire et de compensation de dérivés opérés par Société Générale en Afrique du Sud. La transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes et devrait être finalisée dans les prochains mois.

Le Groupe a signé le 2 mai 2019 la cession de SKB Banka en Slovénie au groupe OTP Bank. La finalisation de la transaction est attendue dans les prochains mois, après approbation des autorités compétentes.

Le 15 juillet, le Groupe et Promontoria MMB sont entrés en négociation exclusive en vue de l'acquisition de Société Générale de Banque aux Antilles par Promontoria MMB.

Enfin, le Groupe a annoncé le 26 juillet 2019 la signature d'un accord pour la cession de Pema GmbH, société de location avec services de camions et de remorques à TIP Trailer Services. La réalisation de l'opération est soumise à l'obtention des autorisations des autorités compétentes et devrait intervenir dans les prochains mois.

2.4 Événements postérieurs à la clôture

Le 4 novembre 2019, le Groupe a finalisé la cession de sa participation majoritaire dans Ohridska Banka Société Générale en Macédoine au groupe Erste.

3. FACTEURS DE RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

3.1 Ratios réglementaires

3.1.1 Gestion du capital et adéquation des fonds propres – actualisation des pages 182 à 183 du document de référence 2019 intégré dans le document d’enregistrement universel

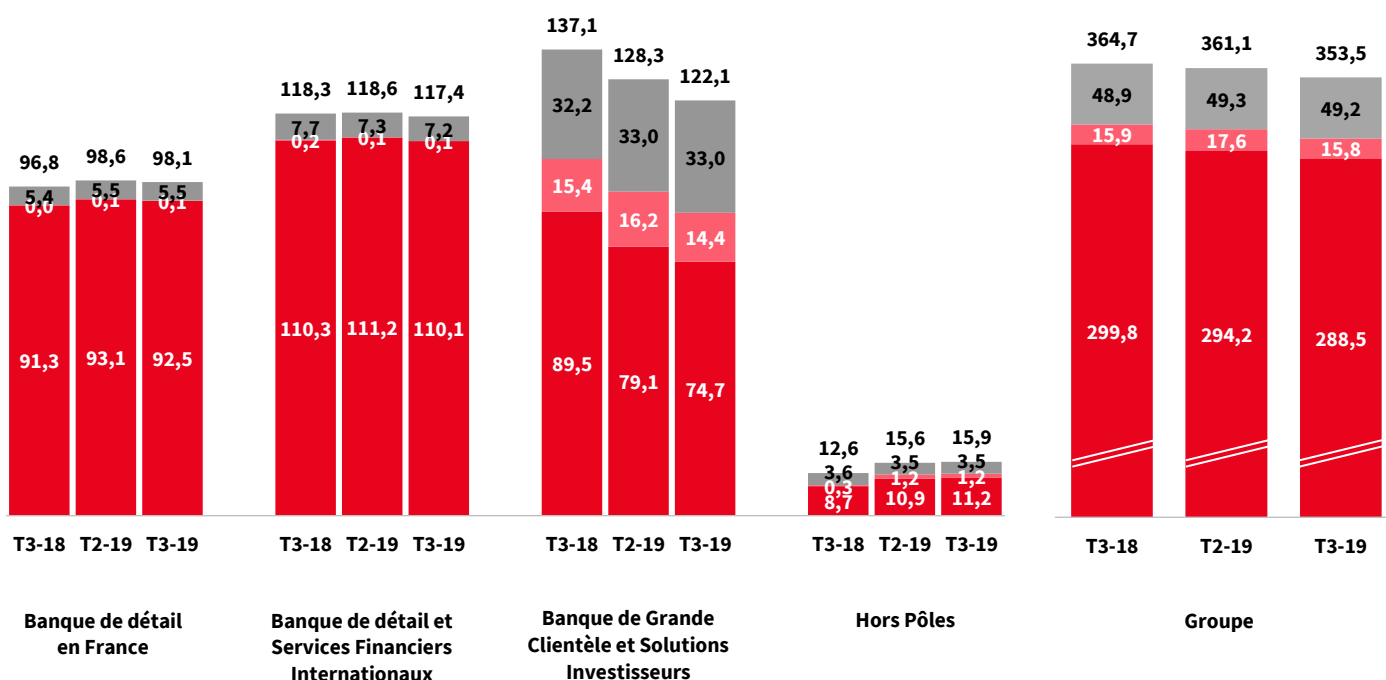
Au cours des neuf premiers mois de l’année 2019, Société Générale a émis 300 M AUD (équivalent à 186 MEUR) d’instruments subordonnés Tier 2 ainsi que 750 M SGD (équivalent à 498 M EUR) et 700 M AUD (équivalent à 434 M EUR) d’Additional Tier 1.

Le Groupe a par ailleurs procédé, sur cette période, au remboursement de deux émissions Tier 2. L’une pour un montant de 116 M EUR, mise en place en février 2007 et l’autre pour un montant de 130 M EUR, mise en place en juillet 2007.

Le Groupe a également remboursé à première date de call (4 septembre 2019) l’émission Additional Tier 1 de 1 000 M EUR émise en septembre 2009.

3.1.2 Extrait de la présentation du 6 novembre 2019 : Résultats du troisième trimestre 2019 (et annexes) – actualisation de la page 186 du document de référence 2019 intégré dans le document d’enregistrement universel

ENCOURS PONDÉRÉS DES RISQUES* (CRR/CRD 4, en Md EUR)



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu’à leur cession effective

Crédit
Marché
Opérationnel

Ratios Common Equity Tier 1, Tier 1 et ratio global

En Md EUR	30/09/2019	31/12/2018
Capitaux propres part du Groupe	63,7	61,0
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(9,7)	(9,3)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,3)	(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,5)	(1,0)
Écarts d'acquisition et incorporels	(6,5)	(6,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,9	3,7
Déductions et retraitements prudentiels	(5,4)	(5,3)
Fonds Propres Common Equity Tier 1	44,1	42,0
Fonds propres additionnel de catégorie 1	9,7	9,4
Fonds propres Tier 1	53,8	51,4
Fonds propres Tier 2	11,5	11,5
Fonds propres globaux (Tier 1+ Tier 2)	65,3	62,9
Encours pondérés	354	376
Ratio Common Equity Tier 1	12,5%	11,2%
Ratio Tier 1	15,2%	13,7%
Ratio global	18,5%	16,7%

Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Voir notes méthodologiques. Provision pour dividendes au 31/12/2018 calculée sur la base d'un taux de souscription de 50% sur l'option de paiement du dividende 2018.

* Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI

RATIO de levier CRR⁽¹⁾

En Md EUR	30/09/2019	31/12/2018
Fonds propres Tier 1	53,8	51,4
Total bilan prudentiel ⁽²⁾	1 262	1 175
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(108)	(46)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(3)	(11)
Hors bilan (engagements de financements et garanties)	105	100
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier 1)	(25)	(10)
Exposition Levier	1 232	1 208
Ratio de levier CRR	4,4%	4,3%

(1) Sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué). Voir notes méthodologiques. Fonds propres Tier 1 au 31/12/2018 calculés sur la base d'un taux de souscription de 50% sur l'option de paiement en actions du dividende 2018.

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

* Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

Ratio conglomérat financier

Au 30 juin 2019, le ratio conglomérat financier est de 133%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 66,7 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 50,3 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2018, le ratio conglomérat financier était de 140%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 64,6 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 46 milliards d'euros.

3.2 Couverture des encours douteux

Actualisation de la page 211 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

Encours douteux bruts

En Md EUR	30/09/2019	30/06/2019	30/09/2018
Créances brutes*	504,8	504,7	496,6
Créances douteuses*	16,9	17,0	19,0
Taux brut Groupe d'encours douteux*	3,4%	3,4%	3,8%
Provisions S1	0,9	0,9	1,0
Provisions S2	1,0	1,0	1,1
Provisions S3	9,4	9,4	10,5
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions S3 / Créances douteuses)	55%	55%	55%

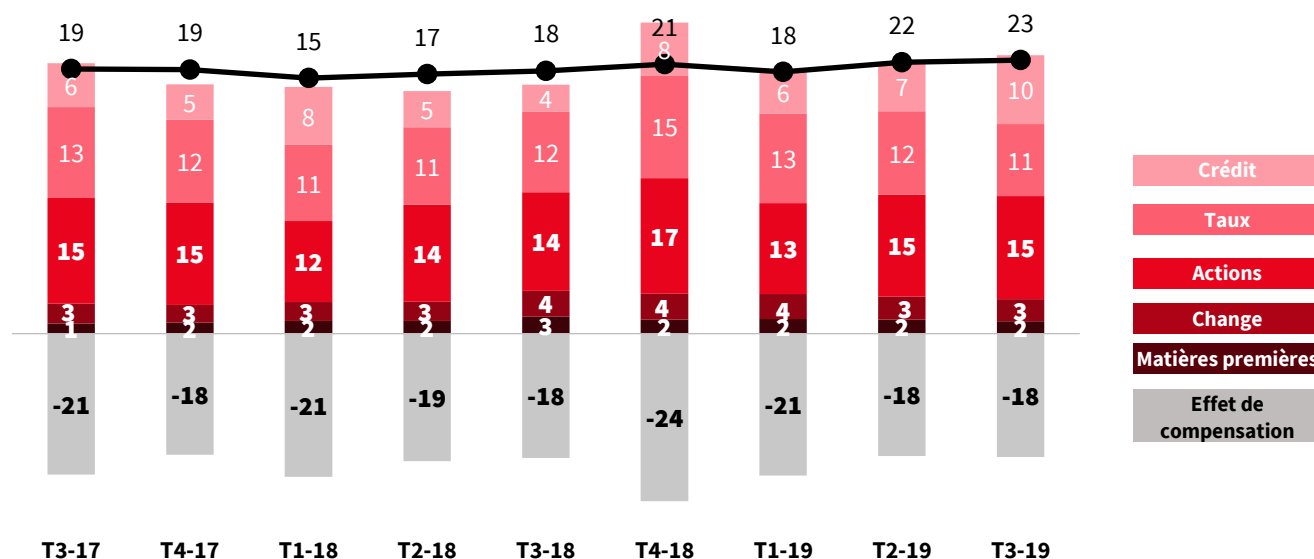
(*) Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés.

3.3 Evolution de la VaR de trading

Actualisation de la page 215 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

Évolution de la VaR de Trading* et de la VaR stressée**



VaR stressée** à 1 jour, 99% en M EUR	T3-18	T4-18	T1-19	T2-19	T3-19
Minimum	21	34	22	25	17
Maximum	57	123	59	70	60
Moyenne	34	62	36	45	34

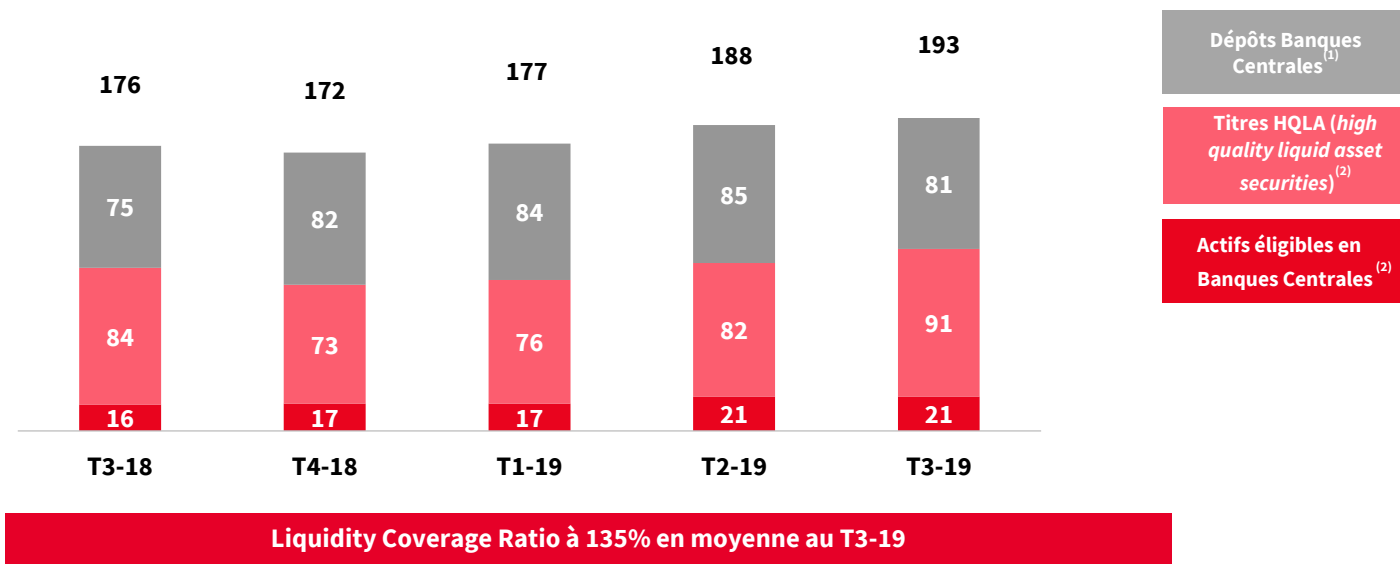
* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables.

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99%), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an.

3.4 Risques de liquidité

Actualisation de la page 234 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

RÉSERVE DE LIQUIDITÉ (en Md EUR)



(1) Hors réserves obligatoires

(2) Disponibles, valorisés après décote

3.5 Litiges

Actualisation de la page 242 du document de référence 2019 intégré dans le document d'enregistrement universel

- Une action de groupe a été engagée à l'encontre de Société Générale Private Banking (Suisse) et de nombreuses autres institutions financières devant la US District Court du District Nord du Texas. Les demandeurs entendent représenter des clients de Stanford International Bank Ltd. ("SIBL") auprès de laquelle ils avaient déposé des fonds et/ou dont ils détenaient des certificats de dépôt émis depuis le 16 février 2009. Les demandeurs soutiennent être victimes de pertes résultant des fraudes de SIBL, du groupe Stanford et d'entités liées, dont les défendeurs seraient, selon eux, également responsables. Ils cherchent à récupérer les paiements faits par l'intermédiaire des défendeurs ou faits à ces derniers pour le compte de SIBL ou d'entités qui lui étaient liées au motif qu'il s'agirait de transferts frauduleux. Le Comité officiel des investisseurs Stanford a été autorisé à intervenir dans la procédure et a formé des demandes similaires contre Société Générale Private Banking (Suisse) et les autres défendeurs.

La demande de Société Générale Private Banking (Suisse) soulevant l'incompétence du tribunal a été rejetée par décision du 5 juin 2014. Société Générale a alors sollicité un nouvel examen de cette décision sur la compétence, ce qui lui a été définitivement refusé. Le 21 avril 2015, le tribunal a autorisé la poursuite de la grande majorité des demandes formées par les demandeurs et le Comité officiel des investisseurs de Stanford.

Le 7 novembre 2017, la District Court a rejeté la requête des demandeurs visant à la certification de leur groupe. Les demandeurs ont sollicité l'autorisation de faire appel de cette décision, que la Cour d'appel a refusé le 20 avril 2018. Le 3 mai 2019, plusieurs centaines de demandeurs ont déposé des requêtes visant à intervenir dans l'action en cours du Comité officiel des investisseurs de Stanford, sollicitant des dommages-intérêts à titre individuel pour les pertes liées à leurs investissements Stanford. Les institutions financières défenderesses, y compris Société Générale Private Banking (Suisse), se sont opposés à ces requêtes. Par décision du 18 septembre 2019, la cour a rejeté ces requêtes en intervention.

Le 22 décembre 2015, le Comité officiel des investisseurs de Stanford a déposé une requête visant à l'obtention d'une décision partielle accélérée sur le fond (summary judgement) sur la restitution d'un transfert de 95 millions de dollars américains effectué en décembre 2008 (avant la faillite de Stanford) à Société Générale Private Banking (Suisse), au motif qu'il serait, en tant que transfert frauduleux, annulable selon la loi du Texas. Société Générale Private Banking (Suisse) s'est opposée à cette requête.

- Nonobstant les accords transactionnels conclus avec les autorités américaines relatifs à certains taux du London Interbank Offered Rates et à l'Euro Interbank Offered Rate (« dossier IBOR »), la Banque continue de se défendre dans le cadre de procédures civiles aux États-Unis (telles que décrites ci-dessous) et de répondre à des demandes d'informations reçues d'autres autorités, notamment des procureurs généraux (Attorneys General) de divers États des États-Unis et du Department of Financial Services de l'État de New York (« NYDFS »).

Aux États-Unis, Société Générale, de même que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'actions de groupe portant sur la fixation des taux US Dollar Libor, Yen Japonais Libor et Euribor ainsi que sur des opérations portant sur des instruments financiers indexés sur ces taux. Société Générale a également été assignée dans le cadre de plusieurs actions individuelles (hors groupe) concernant le taux US Dollar Libor. Toutes ces actions sont pendantes devant la US District Court de Manhattan (le « Tribunal »).

Dans la procédure relative à l'US Dollar Libor, toutes les demandes formées contre Société Générale ont été rejetées par la District Court ou volontairement retirées par les demandeurs, sauf deux actions collectives et une action individuelle qui ont fait l'objet d'un sursis à statuer. Certains demandeurs individuels dont les demandes ont été rejetées avaient déposé des requêtes visant à les autoriser à modifier leurs demandes afin d'ajouter ou relancer des demandes contre Société Générale, requêtes qui ont été rejetées par le Tribunal. Les demandeurs à l'action de groupe ainsi que certains demandeurs individuels ont fait appel du rejet de leurs demandes sur le fondement du droit de la concurrence devant la Cour d'appel fédérale du Second Circuit.

Dans la procédure relative au Yen Japonais Libor, le Tribunal a rejeté la requête des demandeurs acheteurs d'instruments dérivés de gré à gré Euroyen. Ces derniers ont interjeté appel de cette décision devant la Cour d'Appel Fédérale du Second Circuit. Dans l'autre procédure, initiée par des acheteurs ou vendeurs de produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le Chicago Mercantile Exchange (« CME »), le Tribunal a autorisé le début de la phase de discovery pour certaines demandes fondées sur le Commodity Exchange Act (« CEA ») américain. Les demandeurs ont déposé une requête visant à la certification du groupe Société Générale et plusieurs autres codéfendeurs ont déposé une requête visant à rejeter les demandes fondées sur le CEA.

Dans le cadre de la procédure relative à l'Euribor, le Tribunal a rejeté l'ensemble des demandes formées contre Société Générale dans le cadre de l'action de groupe et a rejeté la requête des demandeurs visant à déposer une assignation modifiée. Les demandeurs ont fait appel de ces décisions devant la Cour d'appel fédérale du Second Circuit.

En Argentine, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action intentée par une association de consommateurs pour le compte de consommateurs argentins qui détenaient des obligations du gouvernement ou d'autres instruments dont les intérêts à payer étaient liés au US Dollar Libor. Il leur est reproché d'avoir enfreint les dispositions protectrices du droit de la consommation argentin lors de la fixation du taux US Dollar Libor. L'assignation dans ce dossier n'a pas encore été signifiée à Société Générale.

- Le 15 janvier 2019, Société Générale et SG Americas Securities, LLC (« SGAS »), ainsi que d'autres institutions financières, ont été visées par trois actions de groupe, depuis consolidées, sur le fondement du droit de la concurrence devant la US District Court de Manhattan. Les demandeurs prétendent que les banques du panel contribuant à l'indice USD ICE LIBOR se seraient entendues pour soumettre des contributions à un taux artificiellement bas et tirer ainsi profit de leurs opérations sur produits dérivés liés à cet indice. Les demandeurs sollicitent la certification d'un groupe comprenant des résidents américains (personnes physiques et morales) qui auraient souscrit auprès d'un défendeur des obligations à taux variables ou des swaps d'intérêts à taux variable liés à l'USD ICE LIBOR dont ils auraient reçu paiement entre le 1er février 2014 et aujourd'hui, indépendamment de la date d'achat de l'instrument financier. Société Générale, SGAS et plusieurs autres défendeurs ont déposé une requête visant au rejet de cette action.
- Société Générale ainsi que d'autres institutions financières étaient assignées dans le cadre d'une action de groupe aux États-Unis dans laquelle il leur était reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. L'action avait été initiée par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. Société Générale a conclu un accord transactionnel pour un montant de 18 millions de dollars américains, qui a été homologué par le tribunal le 6 août 2018. Une action de groupe distincte a également été initiée pour le compte d'acheteurs indirects. Le 17 mai 2019, le tribunal a décliné sa compétence pour connaître des demandes formées contre Société Générale. Le 7 novembre 2018, un groupe d'entités ayant décidé de ne pas participer à l'accord transactionnel de l'action de groupe principale ont intenté une action contre Société Générale et plusieurs autres institutions financières. Une seconde demande, modifiée, a été introduite le 11 juin 2019. Une demande de rejet de celle-ci a été déposée le 25 juillet 2019.
- Depuis août 2015, d'anciens et actuels employés du groupe Société Générale sont visés par plusieurs enquêtes conduites par les autorités fiscales et pénales allemandes. Ces enquêtes sont relatives à un fonds administré par SGSS GmbH et à leurs prétendues participations, pour compte propre ou pour le compte de clients, à de possibles schémas de fraude fiscale sur dividendes d'actions allemandes à l'occasion de transaction sur titres dites « CumEx ». Les entités du Groupe répondent aux demandes des autorités allemandes.

SGSS GmbH a été informée par le Tribunal régional de Bonn le 19 juin 2019 de l'ouverture d'une procédure pénale à l'égard de deux individus employés par une société ayant conseillé ce fonds, celui-ci étant suspecté par les procureurs allemands d'avoir participé à des transactions « CumEx » potentiellement frauduleuses. Le 19 août 2019, le Tribunal régional de Bonn a décidé d'attirer SGSS GmbH en qualité de « secondary party » à cette procédure, laquelle est actuellement pendante.

- En mai 2019, SGAS ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées aux États-Unis dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence s'agissant de la fixation du prix de titres émis par des Entreprises Sponsorisées par le gouvernement américain, dont la Federal Home Loan Bank (FHLB), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) et la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae). Une requête visant au rejet de l'action a été déposée le 13 juin 2019. Le Tribunal a accordé en partie et rejeté en partie cette demande par décision du 3 septembre 2019, qui a sorti SGAS (et plusieurs autres défendeurs) de la procédure mais a accordé aux demandeurs la possibilité de faire valoir à nouveau leurs demandes. Les demandeurs ont déposé une troisième assignation modifiée le 9 septembre 2019 ajoutant à nouveau SGAS et plusieurs autres défendeurs. Les défendeurs ont à nouveau déposé une requête visant au rejet de ces actions, laquelle a été rejetée par décision du 15 octobre 2019. SGAS a également reçu une demande d'informations du US Department of Justice en lien avec cette activité d'émission de titre. SGAS répond à ces demandes et coopère avec les autorités.
- Le 10 juillet 2019, Société Générale a été assignée dans le cadre d'une action initiée devant la US District Court à Miami par des demandeurs sur le fondement de la Loi Cuban Liberty and Democracy Solidarity (« Libertad ») de 1996 (connue sous le nom de Helms-Burton Act) pour de prétendues pertes résultant de l'expropriation par le gouvernement cubain en 1960 de Banco Nunez dans laquelle ils auraient prétendument eu un intérêt. Les demandeurs sollicitent des dommages-intérêts de la part de Société Générale sur le fondement de cette loi. Le 24 septembre 2019, les demandeurs ont modifié leur assignation, alléguant de nouveaux faits à l'égard de Société Générale et ajoutant d'autres banques en qualité de défendeur. Le 29 octobre 2019, Société Générale a déposé une demande de rejet de cette action.

4. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

4.1 Responsable du Document d'enregistrement universel

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

4.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent amendement au document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 8 novembre 2019

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

4.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par M. Micha Missakian

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense

Date de nomination : 22 mai 2012

Date de renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date du dernier renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

5. TABLES DE CONCORDANCE

5.1 Table de concordance de l'amendement

La présente table de concordance reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission, et renvoie aux pages du présent Document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Rubriques	Numéros de pages du Document d'enregistrement universel	1 ^{er} Amendement
1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE		
1.1 Nom et fonction des personnes responsables	171	34
1.2 Déclaration des personnes responsables	171	34
1.3 Déclaration ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert	NA	NA
1.4 Informations provenant de tierces parties	NA	NA
1.5 Déclaration de l'émetteur	1	1
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES		
2.1 Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	3 ; 172	35
2.2 Démission, révocation ou non-renouvellement des commissaires aux comptes	NA	NA
3. FACTEURS DE RISQUE		
3.1 Facteurs de risque	45-55	NA
3.2 Risques et adéquation des fonds propres	3 ; 56-64 ; 144-152	28-33
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
4.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	3	NA
4.2 Lieu et numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur	3	NA
4.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	3	NA
4.4 Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation applicable, pays dans lequel il est constitué, adresse et numéro de téléphone du siège social et site web	3	NA
5. APERÇU DES ACTIVITÉS		
5.1 Principales activités	3 ; 7-44	4-14
5.2 Principaux marchés	3	NA
5.3 Événements importants dans le développement des activités	3	NA
5.4 Stratégie et objectifs	3	NA
5.5 Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA	NA
5.6 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	3 ; 7-30	4-26
5.7 Investissements	3 ; 42-43	27
6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE		
6.1 Description sommaire du Groupe	3 ; 31	NA
6.2 Liste des filiales importantes	3 ; 31 ; 38-39 ; 83	NA
7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
7.1 Situation financière	3 ; 7-30 ; 38-41 ; 43-44	5-14 ; 16-26

Rubriques	Numéros de pages du Document d'enregistrement universel	1 ^{er} Amendement	
7.2.	Résultats d'exploitation	3 ; 7-30	4-26
8.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
8.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	4 ; 72-73 ; 125-126 ; 154-155	NA
8.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	4 ; 74	NA
8.3.	Informations sur les besoins de financement et la structure de financement de l'émetteur	4 ; 40-41	25-26
8.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les activités de l'émetteur	4	NA
8.5.	Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.7.2.	4 ; 40-41 ; 43	25-27
9.	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE	4 ; 7-30 ; 44	
10.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES		
10.1.	Principales tendances récentes ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice Tout changement significatif dans la performance financière du Groupe ou fournir une déclaration négative appropriée	4 ; 43	27
10.2.	Tendance, incertitude, contrainte, engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	4 ; 43-44	27
11.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA	NA
12.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
12.1.	Conseil d'administration et Direction générale	4 ; 65-66	NA
12.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	4	NA
13.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES		
13.1.	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	4	NA
13.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	4	NA
14.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
14.1.	Date d'expiration du mandat actuel	4	NA
14.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA	NA
14.3.	Informations sur le Comité d'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	4	NA
14.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	4	NA
14.5.	Incidences significatives potentielles sur le gouvernement d'entreprise, y compris les modifications futures de la composition du conseil et des comités	NA	NA
15.	SALARIÉS		
15.1.	Nombre de salariés	4	NA
15.2.	Participations et stock-options des mandataires sociaux	4 ; 121-122	NA
15.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	4	NA
16.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
16.1.	Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	4 ; 154	NA
16.2.	Droits de vote différents des actionnaires susvisés	4 ; 154	NA
16.3.	Contrôle de l'émetteur	4	NA
16.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA	NA
17.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES	4	NA

Rubriques

18.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
18.1.	Informations financières historiques	4 ; 5	NA
18.2.	Informations financières intermédiaires et autres	4 ; 7-30 ; 67-153	4-34
18.3.	Audit des informations financières annuelles historiques	5	NA
18.4.	Informations financières <i>proforma</i>	NA	NA
18.5.	Politique en matière de dividendes	5 ; 65 ; 126 ; 154-155	NA
18.6.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	5 ; 64 ; 139-143	31-33
18.7.	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	5 ; 42-43	27
19.	INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES		
19.1.	Capital social	5 ; 154-155	NA
19.2.	Acte constitutif et statuts	5 ; 155	NA
20.	CONTRATS IMPORTANTS	5 ; 43	27
21.	DOCUMENTS DISPONIBLES	5	NA